

LA BOMBE ATOMIQUE ET LE CLUB JEAN MOULIN

Les Clubs, ces organismes qui ne sont pas des partis, mais s'efforcent d'en tenir un certain nombre des rôles, et spécialement ce rôle d'élaboration politique, le plus abandonné de tous ; les Clubs donc font beaucoup parler d'eux en ce moment, et un journaliste a pu affirmer que leur influence était beaucoup plus importante que celle des partis (y compris de la S.F.I.O.) dans la mise en condition de la candidature Defferre.

Le candidat de « la gauche » aux élections présidentielles se présente sans programme ; il n'en est que plus intéressant d'étudier celui que lui préparent les Clubs, dont ce n'est sûrement pas un hasard s'ils se mettent à beaucoup produire et beaucoup publier. Activité qui ne peut pas ne pas rappeler celle qu'avait sa venue au pouvoir Kennedy demanda à des groupes de travail, composés surtout d'universitaires, et qui donnaient le cachet nouveau de sa « nouvelle frontière ».

De ce point de vue, une attention toute spéciale doit être accordée au travail du Club Jean Moulin, consacré à l'étude des problèmes de l'armement atomique français et publié aux Editions du Seuil.

Les méfaits de l'armement atomique

Certaines parties de cette étude ont un intérêt incontestable, et on ne saurait trop en recommander la lecture et l'assimilation : ce sont celles qui portent sur la réfutation de la valeur scientifique et productrice utile des recherches nucléaires à fins militaires, ainsi que celles qui montrent comment la constitution d'une force de frappe nationale a des conséquences monstrueusement ruineuses pour l'économie du pays, non seulement pour le présent, mais surtout pour l'avenir, compromis un peu plus chaque année par le défaut d'investissement de tous ordres, et peut-être essentiellement par l'insuffisance de ceux de l'Education nationale. Une critique que l'on peut toutefois faire à cette partie de l'étude du Club Jean Moulin c'est de se limiter au cadre français, même dans ses conclusions, et de laisser ainsi entendre que ces graves dommages économiques et culturels n'existeraient plus dans un cadre plus large, alors que le préjudice causé par le développement des armes nucléaires vaut à l'échelle de toute l'humanité.

Un tour de passe-passe

Mais si nous formulons cette critique, que les animateurs du Club rejetteraient comme étrangère au cadre de leur étude, nous touchons un vice majeur de celle-ci. En dépit de ses prétentions à l'objectivité technique et « au-dessus de la mêlée », elle est un libelle politique dont les pré-suppositions sont cachées sous le masque d'évidence indiscutables. Ce sont pourtant ces pré-suppositions qui contiennent tous les problèmes à débattre, ainsi esquivés par les hommes du Club Jean Moulin.

La première et la plus générale peut se résumer ainsi : Il existe une menace d'agression du bloc soviétique contre le « monde libre ». Ainsi, sans analyse du caractère impérialiste, spoliateur et belliqueux du prétendu monde libre, sans tentative de démonstration des raisons qui les amènent à craindre une agression de l'U.R.S.S., les hommes du Club Jean Moulin peuvent passer directement à leurs conclusions : C'est du fait de son inefficacité que la force de frappe gaulliste est rejetée, et le livre constitue un plaidoyer pour une force de frappe plus efficace, européenne et « atlantique » à la fois.

Faut-il une bombe « H » pour être indépendant ?

Une seconde pré-supposition est cependant nécessaire au rejet de la revendication de dénucléarisation de l'Europe : c'est que l'autonomie de la défense est indispensable à l'autonomie politique.

Encore une fois, sous une très simple formulation, plusieurs contre-vérités se refusent à la discussion. 1° Les armes nucléaires sont-elles un moyen de défense ? Il nous semble que l'on peut répondre « non ». Elles ne peuvent être que des armes d'attaque, de contre-attaque, ou de représailles. Pour un pays ou un groupe de pays placés devant un agresseur très supérieur en force et en surface, elles ne pourraient que jouer ce dernier rôle — le dernier coup de corne de la chèvre de M. Seguin — elles seraient en fin de compte un simple instrument de suicide. 2° L'autonomie politique ne serait assurée par elle que de façon unilatérale ; et déjà les négociations américano-européennes prouvent que c'est au contraire les problèmes de l'armement atomique, et de l'Alliance atlantique en général, qui réduisent de plus en plus l'autonomie politique des pays capitalistes d'Europe, face aux U.S.A. 3° Si l'argument était juste, il vaudrait pour tous les groupes politiques et continentaux de peuples, et il faudrait accepter — ou mieux : réclamer — la constitution d'un armement atomique pour l'Afrique, l'Amérique latine, et bien sûr, la Chine, et... Cuba dont l'autonomie politique est singulièrement menacée par les Etats-Unis, ces « défenseurs suprêmes » pour parler la langue du Club Jean Moulin.

Ces bons apôtres sont contre la dissémination des armes atomiques, mais, bien entendu, ils ne considèrent pas comme telle la dispersion d'armes atomiques dans toute l'Europe et ne veulent pas voir que la réalisation de leurs vœux justifierait l'extension d'un tel armement à toute la planète.

Armer pour désarmer

Contre la thèse de la dénucléarisation de l'Europe, ils écrivent : « la dénucléarisation conserve toute sa noblesse morale et sa valeur d'objectif à long terme, mais elle ne paraît politiquement acceptable ni pour un pays isolé ni pour une Europe unie et dynamique », sans sembler s'aper-

cevoir que cette position justifierait l'armement atomique du moindre pays. Et, comme plus haut, on peut lire dans leur texte : « L'initiative unilatérale d'un Etat européen ne saurait faire progresser efficacement la cause du désarmement mondial : celui-ci doit procéder en premier lieu des deux puissances nucléaires majeures. Il doit être assorti de garanties et de contrôles réciproques », on ne peut qu'en conclure qu'il s'agit encore une fois de préparer la guerre pour obtenir la paix, d'armer pour que les Grands désarment. On sait où cette sorte de politique a toujours conduit. Avec les armes atomiques cela ne pourrait que conduire l'Europe au suicide.

Nos gros-jean Moulin n'en sont d'ailleurs pas à une contradiction près, car, si l'armement atomique européen doit servir d'instrument de pression pour obtenir le désarmement simultané des Grands, il faudra, ou que cela consiste à demander à ces Grands de ramener leurs armements au niveau de celui de la petite Europe, ce qui est absurde, ou à donner l'exemple aux Grands en désarmant unilatéralement pour l'exemple, et on aura ainsi armé pour désarmer, ce qui est encore plus absurde, quoique d'une autre façon.

Chercher un protecteur puissant

Autre argument, autre contradiction. Selon le Club, « l'Europe ne saurait s'abandonner comme un objet entre les mains des Deux Grands ». Mais, plus loin : « Elle dépend entièrement des forces nucléaires américaines susceptibles de dissuader et d'exercer des représailles », et « l'Europe ne doit rien faire qui diminue la portée et l'étendue de la garantie américaine sur sa sécurité. Ce serait stratégiquement et politiquement une folie ». Ce qui revient à l'aveu de ce que nous déduisons plus haut : l'abandon entre les mains d'un seul des Deux Grands, en attendant qu'il veuille bien laisser sa « protégée » s'émanciper et devenir égale à lui, ce qui n'est ni dans les habitudes des souteneurs ni dans celles des protecteurs.

Le Club craint beaucoup que nous ne craignons pas avec lui la perte du Grand protecteur. Ses rédacteurs écrivent : « Tout soupçon de neutralisme européen affaiblirait la garantie américaine et risquerait de ressusciter l'isolationnisme des Etats-Unis. » Nous doutons qu'un tel argument puisse convaincre des gens de gauche d'autre chose que de se ranger à une ligne neutraliste, mais l'éton-

nant est que des hommes qui se piquent d'une sûre information politique puissent croire ou tenter de faire croire que les Etats-Unis soient libres aujourd'hui de renoncer à leur double rôle de direction et de gendarme de l'impérialisme mondial.

S'armer atomiquement, c'est se préparer au suicide

Les fascistes américains ont mis au point un admirable slogan à l'usage de la « garantie américaine de sécurité », c'est : « Mieux vaut mort que rouge ». On aimerait savoir ce que pensent de la formule les sages du Club Jean Moulin. Non pas que nous avalions l'hypothèse d'une agression soviétique qui ne peut être démontrée ni par l'analyse de la nature sociale de l'U.R.S.S. ni par celle de ses besoins politiques, mais parce que le vrai problème doit être ainsi posé : L'armement atomique du bloc impérialiste est d'abord aujourd'hui entre ses mains un instrument de chantage destiné à garantir le statu quo social dans le monde. L'O.T.A.N., comme en Asie l'O.T.A.S.E., est avant tout une Sainte-Alliance de guerre civile tournée bien plus contre les révolutions socialistes en Europe occidentale que contre l'U.R.S.S.

Mais notre analyse serait-elle fautive que le Club Jean Moulin aurait encore tort. Car, contre un ennemi armé de l'arme atomique, la seule défense n'est pas dans la même arme, mais dans une arme supérieure et les moyens de son interception, et c'est ce qui a entraîné la course U.S.A.-U.R.S.S. La même arme ne garantit que la destruction mutuelle. Que dire d'une arme inférieure. L'Europe, de par son retard, ne peut avoir qu'une arme inférieure. Et elle serait encore la plus faible à armes égales de par sa superficie et sa concentration démographique et économique. La seule défense du plus faible réside dans le désarmement nucléaire qui rendrait inutile l'usage de l'arme par l'adversaire, et dans un niveau de culture et de forces productives supérieures qui, seule, assure la victoire finale, que l'on soit militairement vainqueur ou vaincu. Et ceci nous ramène à notre point de départ : le développement d'un armement atomique européen, comme purement français, est un obstacle au développement des forces productives pacifiques et de la culture, c'est le choix de la défaite et de la mort contre le progrès et la vie.

Dans la période actuelle, où s'ouvre, avec plus d'un an d'avance, la campagne électorale présidentielle, on ne saurait trop battre en brèche le travail des technocrates du Club Jean Moulin sur la force de frappe, ni trop aller, dans les réunions des supporters du candidat Defferre, les sommer de répudier ce bellicisme européen-atlantique sous déguisement défensiste, en exigeant qu'ils se prononcent pour une France désarmée unilatéralement dans une Europe dénucléarisée.

M. DERVAL.

REFLUX CHEZ LES ETUDIANTS COMMUNISTES

Pour se dérouler silencieusement maintenant, la crise de l'Union des étudiants communistes ne s'est pas résorbée. Depuis quelques mois, les tensions entre la direction nationale de l'U.E.C. et celle du Parti communiste français, ont eu moins de relief seulement parce qu'elles ne trouvaient plus de raisons de surgir. Mais alors que, durant toute une période, cette crise correspondait à une maturation politique grandissante dans les rangs de l'U.E.C., c'est maintenant au phénomène inverse que l'on assiste.

Bon nombre de ceux qui furent à la base les soutiens d'une élaboration autonome des étudiants communistes par rapport à la direction du P.C.F., se consacrent à l'U.N.E.F. quand même ils n'ont pas abandonné purement et simplement l'activité politique. Dans plusieurs secteurs et notamment dans les villes de province, les militants soutenant le Bureau national, souvent majoritaires, ont été exclus, évincés ou écorchés. Aussi, peu à peu, comme une peau de chagrin les forces du Bureau national se restreignent. Et il est fort vraisemblable que le prochain congrès national, qui devrait normalement se tenir en fin février, verra l'U.E.C. reprise en mains par la fraction thorzienne. Ceci ne signifie nullement que la crise de l'U.E.C. en sera terminée, mais elle devrait en tout cas connaître un nouveau cours.

Quelles sont donc les raisons d'une pareille déconfiture ? Il y a d'abord les faits objectifs. Les anti-thorziens étudiants furent formés durant la dernière période de la guerre d'Algérie et dans la lutte contre les groupes fascistes qui se manifestèrent alors. C'est dans cette lutte qu'ils comprirent la nature erronée de la politique thorzienne. Et ceci se trouve bien confirmé par la concordance qu'il y eut entre les secteurs qui participèrent le plus activement à ces luttes et les foyers de semi-rébellion contre la ligne thorzienne. Ou encore par le fait que nombre de supporters des thorziens se recrutent parmi les aînés en fin d'étude, formés, ou plutôt déformés, dans la période précédente ou, au contraire, des jeunes qui ne connurent pas la période des luttes politiques effectives menées par les étudiants.

Et maintenant que les problèmes politiques présents concernent moins directement les étudiants, cette école de l'action, irremplaçable, disparaît.

A cela s'ajoute que, pour avoir abandonné le gros bâton, manié à un moment, la direction du P.C.F. n'en avait pas pour autant oublié l'essentiel, c'est-à-dire la nécessité de reprendre la direction de l'U.E.C. Pour cela, les éléments oppositionnels furent éliminés dans les villes où ils étaient plus faibles. A partir des bastions stalinien de Lille, Rennes, Montpellier, le mouvement de reconquête fut lancé. Parallèlement, une véritable fraction fut organisée par le P.C., avec ses propres stages, ses consignes d'action. Le financement du parti fut réservé aux secteurs étudiants fidèles, cependant que les pires embûches étaient dressées devant les opposants. La semaine de la Pensée Marxiste se déroula sans participation réelle de la direction étudiante, quant à la préparation au moins.

Il faut encore ajouter que la crise entre l'U.E.C. et la

direction du P.C.F. n'ont qu'un écho mineur dans les rangs du parti. Sans doute, les thèmes choisis par le Bureau national de l'U.E.C. pouvaient difficilement trouver un résonnant dans le parti, surtout si l'on considère qu'ils donnent souvent matière à des développements droitières. Mais la raison essentielle reste le décalage entre les problèmes concrets posés aux militants mêmes du P.C.F. et ceux que les circonstances et leur propre évolution idéologique firent soulever aux dirigeants des étudiants communistes.

La responsabilité particulière de ces dirigeants commence là. Car leur évolution vers le réformisme des Longo ou des Amendola n'a aucune justification si ce n'est leur bas niveau idéologique et corrélativement une insuffisance certaine à l'égard des acquis du marxisme. Bien entendu, la responsabilité dernière des faiblesses théoriques de ces dirigeants incombe à la direction thorzienne, dont l'explication stalinienne du marxisme ne peut que rejeter tout militant soucieux de réflexion, d'élaboration. Mais dès lors qu'ils condamnaient la pratique thorzienne, les dirigeants U.E.C. auraient dû, devraient encore rechercher les sources de cette politique. Et c'est seulement à partir d'une telle critique qu'il est possible de comprendre ce qu'il faut faire.

Maintenant l'hétérogénéité politique de cette opposition se manifeste de plus en plus vivement, face à des difficultés pressantes.

Quelle que soit l'issue de la phase actuelle de la crise, la démonstration aura été faite qu'une opposition à Thorez peut se développer dans le mouvement communiste en France, si elle sait et peut faire la démonstration dans l'action des divergences politiques et rester liée à de larges courants à la base.

Cette leçon, les militants du P.C.F. s'en souviendront lorsque viendront à maturité les contradictions que fait naître la politique d'unité opportuniste de la direction.

L. C.

Dans les Aurès, la région de Tébessa et le Sud Algérien, les inondations ont fait des dizaines de milliers de sinistrés. Au seuil de l'hiver, la misère risque d'être grande, alors que ces populations ont déjà été très éprouvées par la guerre

**SOLIDARITE
envoyez les fonds
CROISSANT ROUGE
C.C.P. 1.13 - ALGER**